

29 janvier 2026

Louis de Fontenelle, *Maitre de conférences HDR en droit public, UMR 6031 TREE, UPPA, CNRS* / Florian Leprovost, *Juriste, BRGM* / Alice Moulène Dauba, *Directrice opérationnelle, UMR 6031 TREE, UPPA, CNRS* / Juliette Barbier, *Ingénieure de recherche, UMR 6031 TREE, UPPA, CNRS* / Ibrahim Sanogo, *Post-doctorant en droit, BRGM* / Rose Charon, *Doctorante en droit, UMR 6031 TREE, UPPA, CNRS* / Loyal Mehadj, *Doctorante en droit, UMR 6031 TREE, UPPA, CNRS*

Le projet JPEC "Justice Pathways for Extractive and Critical Minerals" a pour objectif fondamental l'étude du droit minier comme outil de transition énergétique et de durabilité aux échelles de l'UE et internationale

Une recherche structurante sur l'état du droit du sous-sol

➤ Evolution du droit de l'Union européenne

Thèse : Le droit du sous-sol et la transition énergétique dans l'UE

Livre blanc : Recommandations réglementaires sur les évolutions possibles et souhaitables en matière de réglementation minière

➤ Le sous-sol comme bien commun

Thèse : Le droit du sous-sol et les communs

Ouvrage collectif : Sur le sous-sol comme un commun, dans une dimension juridique

➤ Le concept de mine responsable et la transition minière juste

Post-doctorat : La mine et l'approvisionnement responsables

Ouvrage : Sur la mine responsable

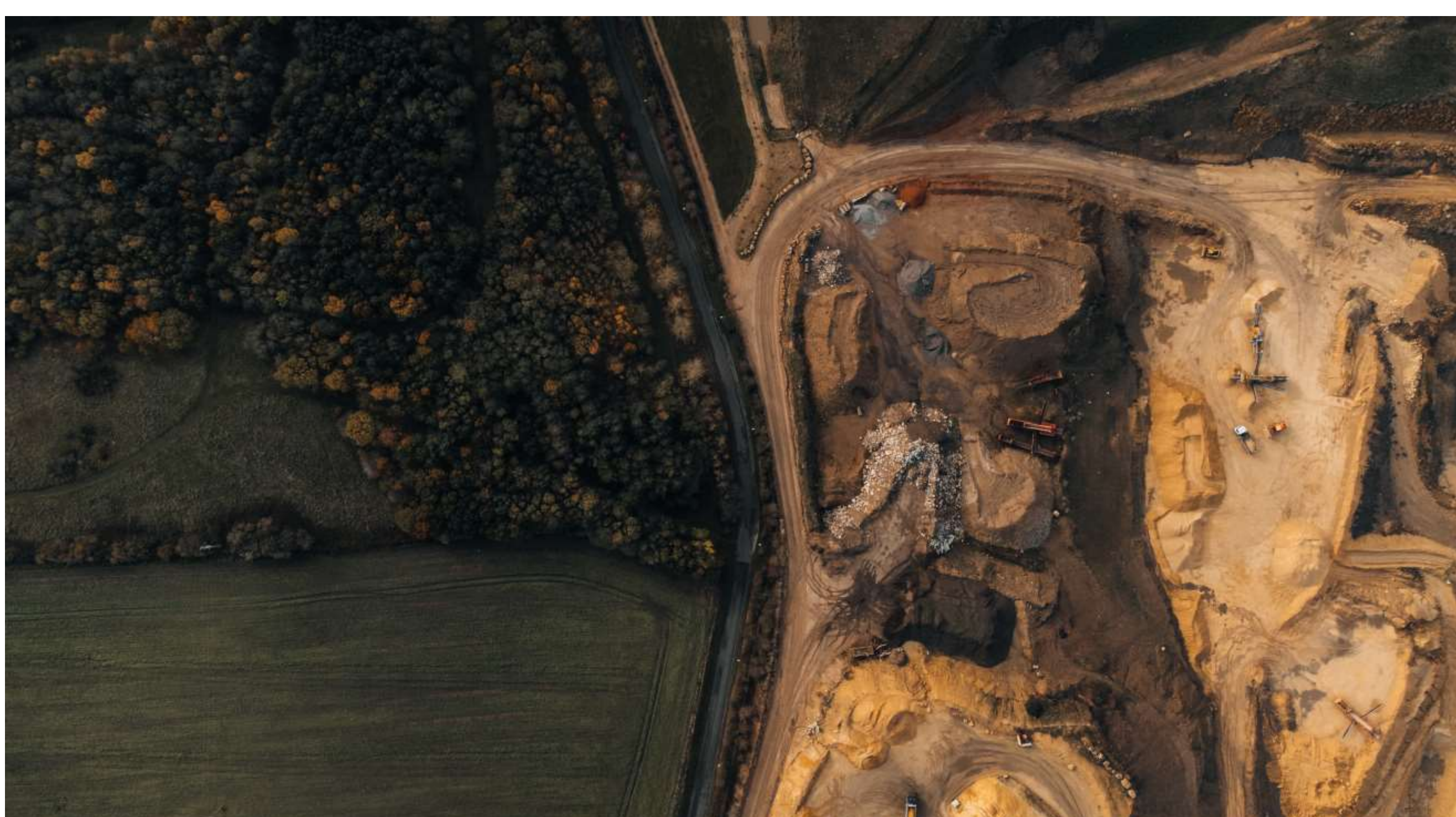
Une recherche collective et internationale

➤ Une communauté de chercheurs spécialisés dans le droit du sous-sol aux niveaux **national, européen et international**

➤ Des travaux de recherche en partenariat avec l'**Université du Wyoming** sur la thématique des activités et usages du sous-sol dans une approche comparative Etats-Unis/France/UE

➤ L'élaboration d'une notice méthodologique, avec les équipes de recherche de l'**Université Laval**, sur l'évaluation de l'impact des législations sur l'acceptabilité sociale des projets énergétiques et miniers

➤ Des activités menées en coopération avec la **Plateforme européenne de recherche en droit de l'énergie et du climat** (Université de Pau et des Pays de l'Adour, Université de Paris Dauphine-PSL, Maison française d'Oxford, CNRS, EFELA)



Les réalisations scientifiques

➤ Sous-sol et communs numériques

Séminaire : 28 novembre 2024, BRGM, Orléans (article à paraître en 2026 dans la *Revue Juridique de l'Environnement*)

➤ Réforme minière et justice environnementale en Guyane française : transition ou reproduction ?

Colloque : 22 et 23 octobre 2024, Université de Guyane, Cayenne (publication collective à paraître en 2026 chez *L'Harmattan*)

➤ L'exploitation minière des grands fonds marins. Quelle(s) gouvernance(s) pour l'exploitation des abysses ?

Colloque : 17 et 18 octobre 2024, Université de Bretagne Occidentale, Brest (ouvrage édité chez *Larcier*)

➤ Subsurface Futures and the Social Contract: Extractive, Critical Minerals, and Decarbonization

Colloque : 21-23 octobre 2025, Université du Wyoming, Laramie (publication des actes en discussion pour 2027 avec *Oxford University Press*)

➤ The International Energy and Climate Law Forum - Responsible Mining : a Challenge for Energy Transition and Justice

Colloque : 27 et 28 novembre 2025, Université Paris Dauphine, Paris (réflexions en cours sur la publication des actes)

Les études en cours

➤ Travaux de recherche prospective sur l'**avenir du droit minier**

➤ Publication collective sur la **sécurité d'approvisionnement** et les matériaux critiques

➤ Travaux collectifs sur la mise en œuvre, en France, de l'**indicateur du risque social** canadien pour un projet minier

➤ Articles sur la **judiciarisation des normes volontaires dans le secteur minier**, la **réforme du code minier** et la **participation du public**

➤ Publication sur **les déchets miniers et l'économie circulaire**

Le projet JPEC, coordonné par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour en partenariat avec le BRGM, réunit des chercheurs français et étrangers et divers acteurs du droit minier. D'une durée de 7 ans, il porte sur l'analyse des cadres juridiques relatifs à la spécificité du sous-sol, de ses usages et de ses ressources, et sur les enjeux de responsabilité liés aux activités minières.

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'ANR au titre de France 2030 portant la référence ANR-22-EXSS-00